

SAMIR AMIN

2011 : LE PRINTEMPS ARABE ? L'ÉGYPTE

Pendant la période de Bandoung et du Non Alignement (1955/1970-75), certains pays arabes se situaient aux avant-gardes des luttes pour la libération nationale et le progrès social. Ces régimes (Nasser, le FLN, le Baas) n'étaient pas démocratiques au sens occidental du terme (il s'agissait de régimes de parti unique), ni au sens que je donne au terme qui implique le pouvoir exercé par les classes populaires par elles-mêmes. Mais ils n'en étaient pas moins parfaitement légitimes par les réalisations importantes à leur actif : un bond gigantesque de l'éducation qui permettait une ascension sociale vers le haut (les enfants de classes populaires entrant dans les classes moyennes en expansion), de la santé, des réformes agraires, des garanties d'emploi au moins pour tous les diplômés de tous les niveaux. Associées à des politiques d'indépendance anti impérialiste, ces réalisations faisaient la force des régimes, en dépit de l'hostilité permanente des puissances impérialistes et des agressions militaires perpétrées par l'intermédiaire d'Israël.

Mais, après avoir réalisé ce dont ils étaient capables en deux décennies par les moyens qui leur étaient propres (des réformes mises en œuvre par en haut, sans jamais autoriser les classes populaires à s'organiser par elles même), ces régimes se sont essouffés. L'heure de la contre-offensive de l'impérialisme avait sonné. Pour conserver leur pouvoir, les classes dirigeantes ont alors accepté de se soumettre aux exigences nouvelles dites du « néo libéralisme » -ouverture extérieure incontrôlée, privatisations etc. De ce fait en quelques années tout ce qui avait été acquis a été perdu : retour massif du chômage et de la pauvreté, inégalités scandaleuses, corruption, abandon international de la dignité et soumission aux exigences de Washington, voire d'Israël. En réponse à l'érosion rapide de leur légitimité les régimes ont répondu en glissant vers des pratiques de répression policières aggravées, avec le soutien de Washington.

La scène était alors dressée pour l'insurrection générale. Dans mon ouvrage récent *–Le Monde arabe dans la longue durée, « le printemps arabe » ? ; Le Temps des Cerises, 2011*) j'ai proposé une analyse des composantes diverses du « mouvement » et de ses adversaires, en les inscrivant dans la longue durée. Ce chapitre s'est clos avec les élections tunisiennes et égyptiennes.

L'Égypte a été le premier pays de la périphérie du capitalisme mondialisé qui a tenté « d'émerger ». Bien avant le Japon et la Chine, dès le début du XIX^e siècle Mohammed Ali avait conçu et mis en œuvre un projet de rénovation de l'Égypte et de ses voisins immédiats du Mashreq arabe. Cette expérience forte a occupé les deux tiers du XIX^e siècle et ne s'est essouffée que tardivement dans la seconde moitié du règne du Khédivé Ismail, au cours des années 1870. L'analyse de son échec ne peut ignorer la violence de l'agression extérieure de la puissance majeure du capitalisme industriel central de l'époque : la Grande-Bretagne. Par deux fois, en 1840, puis dans les années 1870 par la prise du contrôle des finances de l'Égypte khédivale, enfin par l'occupation militaire (en 1882), l'Angleterre a poursuivi avec acharnement son objectif : la mise en échec de l'émergence d'une Égypte moderne. Sans doute le projet égyptien connaissait-il des limites, celles qui définissaient l'époque, puisqu'il s'agissait évidemment d'un projet d'émergence dans et par le capitalisme, à la différence du projet de la seconde tentative égyptienne (1919-1967) sur laquelle je reviendrai. Sans doute, les contradictions sociales propres à ce projet comme les conceptions politiques, idéologiques et culturelles sur la base desquelles il se déployait ont-elles leur part de responsabilité dans cet échec. Il reste que sans l'agression de l'impérialisme ces contradictions auraient probablement pu être surmontées, comme l'exemple japonais le suggère.

L'Égypte émergente battue a été alors soumise pour près de quarante ans (1880-1920) au statut de périphérie dominée, dont les structures ont été refaçonnées pour servir le modèle de l'accumulation

capitaliste/impérialiste de l'époque. La régression imposée a frappé, au-delà du système productif du pays, ses structures politiques et sociales, comme elle s'est employée à renforcer systématiquement des conceptions idéologiques et culturelles passéistes et réactionnaires utiles pour le maintien du pays dans son statut subordonné.

L'Égypte, c'est-à-dire son peuple, ses élites, la nation qu'elle représente, n'a jamais accepté ce statut. Ce refus obstiné est à l'origine donc d'une seconde vague de mouvements ascendants qui s'est déployée au cours du demi-siècle suivant (1919-1967). Je lis en effet cette période comme un moment continu de luttes et d'avancées importantes. L'objectif était triple : démocratie, indépendance nationale, progrès social. Ces trois objectifs – quelles qu'en aient été les formulations limitées et parfois confuses – sont indissociables les uns des autres. Cette interconnexion des objectifs n'est d'ailleurs rien d'autre que l'expression des effets de l'intégration de l'Égypte moderne dans le système du capitalisme/impérialisme mondialisé de l'époque. Dans cette lecture, le chapitre ouvert par la cristallisation nassériste (1955-1967) n'est rien d'autre que le dernier chapitre de ce moment long du flux d'avancée des luttes, inauguré par la révolution de 1919-1920.

Le premier moment de ce demi-siècle de montée des luttes d'émancipation en Égypte avait mis l'accent – avec la constitution du Wafd en 1919 – sur la modernisation politique par l'adoption d'une forme bourgeoise de démocratie constitutionnelle et sur la reconquête de l'indépendance. La forme démocratique imaginée permettait une avancée laïcisante – sinon laïque au sens radical du terme – dont le drapeau (associant le croissant et la croix – un drapeau qui a fait sa réapparition dans les manifestations de janvier et février 2011) constitue le symbole. Des élections « normales » permettaient alors non seulement à des coptes d'être élus par des majorités musulmanes, mais encore davantage à ces mêmes coptes d'exercer de très hautes fonctions dans l'État, sans que cela ne pose le moindre problème.

Tout l'effort de la puissance britannique, avec le soutien actif du bloc réactionnaire constitué par la monarchie, les grands propriétaires et les paysans riches, s'est employé à faire reculer les avancées démocratiques de l'Égypte wafdiste. La dictature de Sedki Pacha, dans les années 1930 (abolition de la constitution démocratique de 1923) s'est heurtée au mouvement étudiant, fer de lance à l'époque des luttes démocratiques anti-impérialistes. Ce n'est pas un hasard si, pour en réduire le danger, l'ambassade britannique et le Palais royal ont alors soutenu activement la création des Frères musulmans (1927) qui s'inspiraient de la pensée « islamiste » dans sa version « salafiste » (passéiste) wahabite formulée par Rachid Reda, c'est-à-dire la version la plus réactionnaire (antidémocratique et anti progrès social) du nouvel « islam politique ».

La conquête de l'Éthiopie entreprise par Mussolini et la perspective d'une guerre mondiale se dessinant, Londres s'est trouvée obligée de faire des concessions aux forces démocratiques, permettant le retour du Wafd en 1936 et la signature du traité anglo-égyptien de la même année – un Wafd au demeurant lui-même « assagi ». La Seconde Guerre mondiale a, par la force des choses, constitué une sorte de parenthèse. Mais le flux de montée des luttes a repris dès le 21 février 1946, avec la constitution du bloc étudiant-ouvrier, renforcé dans sa radicalisation par l'entrée en scène des communistes et du mouvement ouvrier. Là encore, les forces de la réaction égyptienne soutenues par Londres ont réagi avec violence et mobilisé à cet effet les Frères musulmans qui ont soutenu une seconde dictature de Sedki Pacha, sans parvenir à faire taire le mouvement. Le Wafd revenu au gouvernement, sa dénonciation du traité de 1936, l'amorce de la guérilla dans la zone du Canal encore occupée, n'ont été mis en déroute que par l'incendie du Caire (1951), une opération dans laquelle les Frères musulmans ont trempé.

Le premier coup d'État des Officiers libres (1952), mais surtout le second inaugurant la prise de contrôle de Nasser (1954) sont alors venus pour « couronner » cette période de flux continu des luttes selon les uns, ou pour y mettre un terme, selon les autres. Le nassérisme a substitué à cette lecture que je propose de l'éveil égyptien un discours idéologique abolissant toute l'histoire des années 1919-1952 pour faire remonter la « révolution égyptienne » à juillet 1952. À l'époque, beaucoup parmi les communistes avaient dénoncé ce discours et analysé les coups d'État de 1952 et 1954 comme destinés à mettre un terme à la radicalisation du mouvement démocratique. Ils n'avaient pas tort, car le

nassérisme ne s'est cristallisé comme projet anti-impérialiste qu'après Bandoung (avril 1955). Le nassérisme a alors réalisé ce qu'il pouvait donner : une posture internationale résolument anti-impérialiste (associée aux mouvements panarabe et panafricain), des réformes sociales progressistes (mais non « socialistes »). Le tout, par en haut, non seulement « sans démocratie » (en interdisant aux classes populaires le droit de s'organiser par elles-mêmes et pour elles-mêmes), mais en « abolissant » toute forme de vie politique. Le vide créé appelait l'islam politique à le remplir. Le projet a alors épuisé son potentiel d'avancées en un temps bref – dix années de 1955 à 1965. L'essoufflement offrait à l'impérialisme, dirigé désormais par les États-Unis, l'occasion de briser le mouvement, en mobilisant à cet effet leur instrument militaire régional : Israël. La défaite de 1967 marque alors la fin de ce demi-siècle de flux. Le reflux est amorcé par Nasser lui-même, choisissant la voie des concessions à droite – (*l'infitah* – l'ouverture, entendre « à la mondialisation capitaliste ») plutôt que la radicalisation pour laquelle se battaient, entre autres, les étudiants (dont le mouvement occupe le devant de la scène en 1970, peu avant puis après la mort de Nasser). Sadate qui succède, accentue la portée de la dérive à droite et intègre les Frères musulmans dans son nouveau système autocratique. Moubarak poursuit dans la même voie.

La période de reflux qui suit (1967-2011) couvre à son tour presque un demi-siècle. L'Égypte, soumise aux exigences du libéralisme mondialisé et aux stratégies des États-Unis, a cessé d'exister comme acteur actif régional et international. Dans la région, les alliés majeurs des États-Unis – l'Arabie Saoudite et Israël – occupent le devant de la scène. Israël peut alors s'engager dans la voie de l'expansion de sa colonisation de la Palestine occupée, avec la complicité tacite de l'Égypte et des pays du Golfe.

L'Égypte de Nasser avait mis en place un système économique et social critiquable mais cohérent. Nasser avait fait le pari de l'industrialisation pour sortir de la spécialisation internationale coloniale qui cantonnait le pays à l'exportation de coton. Ce système a assuré une répartition des revenus favorable aux classes moyennes en expansion, sans appauvrissement des classes populaires. Sadate et Moubarak ont œuvré au démantèlement du système productif égyptien, auquel ils ont substitué un système totalement incohérent, exclusivement fondé sur la recherche de la rentabilité d'entreprises qui ne sont pour la plupart que des sous-traitants du capital des monopoles impérialistes. Les taux de croissance égyptiens, prétendument élevés, qu'exalte depuis trente ans la Banque mondiale, n'ont aucune signification. La croissance égyptienne est vulnérable à l'extrême. Cette croissance, par ailleurs, s'est accompagnée d'une incroyable montée des inégalités et du chômage qui frappe une majorité de jeunes. Cette situation était explosive ; elle a explosé.

L'apparente « stabilité du régime » que Washington vantait reposait sur une machine policière monstrueuse (1 200 000 hommes contre 500 000 seulement pour l'armée), qui se livrait à des abus criminels quotidiens. Les puissances impérialistes prétendaient que ce régime « protégeait » l'Égypte de l'alternative islamiste. Or, il ne s'agit là que d'un mensonge grossier. En fait, le régime avait parfaitement intégré l'islam politique réactionnaire (le modèle wahabite du Golfe) dans son système de pouvoir, en lui concédant la gestion de l'éducation, de la justice et des médias majeurs (la télévision en particulier). Le seul discours autorisé était celui des mosquées confiées aux salafistes, leur permettant de surcroît de faire semblant de constituer « l'opposition ». La duplicité cynique du discours de l'establishment des États-Unis (et sur ce plan Obama n'est pas différent de Bush) sert parfaitement ses objectifs. Le soutien de fait à l'islam politique annihile les capacités de la société à faire face aux défis du monde moderne (il est à l'origine du déclin catastrophique de l'éducation et de la recherche), tandis que la dénonciation occasionnelle des « abus » dont il est responsable (assassinats de coptes, par exemple) sert à légitimer les interventions militaires de Washington engagé dans la soit-disant « guerre contre le terrorisme ». Le régime pouvait paraître « tolérable » tant que fonctionnait la soupape de sécurité que représentait l'émigration en masse des pauvres et des classes moyennes vers les pays pétroliers. L'épuisement de ce système (la substitution d'immigrés asiatiques à ceux en provenance des pays arabes) a entraîné la renaissance des résistances. Les grèves ouvrières de 2007 – les plus fortes du continent africain depuis 50 ans – la résistance obstinée des petits paysans menacés d'expropriation par le capitalisme agraire, la formation de cercles de protestation démocratique dans les classes moyennes (les mouvements *Kefaya* et du 6 avril) annonçaient l'inévitable explosion – attendue en Égypte, même

si elle a surpris les « observateurs étrangers ». Nous sommes donc entrés dans une phase nouvelle de flux des luttes d'émancipation dont il nous faut alors analyser les directions et les chances de développement.

Les composantes du mouvement démocratique

La « révolution égyptienne » en cours illustre la possibilité de la fin annoncée du système « néolibéral », remis en cause dans toutes ses dimensions politiques, économiques et sociales. Ce mouvement gigantesque du peuple égyptien associe trois composantes actives : les jeunes « re-politisés » par leur propre volonté et dans des formes « modernes » qu'ils ont inventées, les forces de la gauche radicale, celles rassemblées par les classes moyennes démocrates.

Les jeunes (environ un million de militants) ont été le fer de lance du mouvement. Ils ont été immédiatement rejoints par la gauche radicale et les classes moyennes démocrates. Les Frères musulmans dont les dirigeants avaient appelé à boycotter les manifestations pendant les quatre premiers jours (persuadés que celles-ci seraient mises en déroute par la répression) n'ont accepté le mouvement que tardivement, lorsque l'appel, entendu par l'ensemble du peuple égyptien, a produit des mobilisations gigantesques de 15 millions de manifestants.

Les jeunes et la gauche radicale poursuivent trois objectifs communs : la restauration de la démocratie (la fin du régime militaire et policier), la mise en œuvre d'une nouvelle politique économique et sociale favorable aux classes populaires (la rupture avec la soumission aux exigences du libéralisme mondialisé), et celle d'une politique internationale indépendante (la rupture avec la soumission aux exigences de l'hégémonie des États-Unis et du déploiement de son contrôle militaire sur la planète). La révolution démocratique à laquelle ils appellent est une révolution démocratique anti-impérialiste et sociale. Bien que le mouvement des jeunes reste diversifié dans sa composition sociale et ses expressions politiques et idéologiques, il se situe dans l'ensemble « à gauche ». Les manifestations de sympathie spontanées et fortes avec la gauche radicale en sont le témoignage.

Les classes moyennes se rassemblent dans l'ensemble autour du seul objectif démocratique, sans nécessairement remettre intégralement en cause le « marché » (tel qu'il est) et l'alignement international de l'Égypte. On ne doit pas ignorer le rôle d'un groupe de blogueurs qui participent – consciemment ou pas – à un véritable complot organisé par la CIA. Ses animateurs sont généralement des jeunes issus des classes aisées, américanisés à l'extrême, qui se posent néanmoins en « contestataires » des dictatures en place. Le thème de la démocratie, dans la version que sa manipulation par Washington impose, domine leurs interventions sur le « net ». Ils participent de ce fait à la chaîne des acteurs des contre-révolutions orchestrées par Washington, déguisées en « révolutions démocratiques » sur le modèle « des révolutions colorées » de l'Europe de l'Est. Mais on aurait tort de conclure que ce complot est à l'origine des révoltes populaires. La CIA tente néanmoins de renverser le sens du mouvement, d'éloigner les militants de leurs objectifs de transformation sociale progressiste et de les dévoyer sur d'autres terrains. Les chances de succès du complot deviennent sérieuses si le mouvement échoue dans la construction de la convergence de ses diverses composantes, à identifier des objectifs stratégiques communs et à inventer des formes d'organisation et d'action efficaces. On connaît des exemples de cet échec, aux Philippines et en Indonésie par exemple. Il est intéressant de noter à ce propos que nos blogueurs, qui s'expriment en anglais plutôt qu'en arabe (!), partis dans la défense de la « démocratie » – à l'américaine – développent souvent, en Égypte, des arguments destinés à légitimer les Frères musulmans.

L'appel à la manifestation formulé par les trois composantes actives du mouvement a été rapidement entendu par l'ensemble du peuple égyptien. La répression, d'une violence extrême les premiers jours (plus d'un millier de morts) n'a pas découragé ces jeunes et leurs alliés (qui, à aucun moment, n'ont appelé à leur secours les puissances occidentales comme on a pu le voir ailleurs). Leur courage a été l'élément décisif qui a entraîné dans la protestation à travers tous les quartiers des grandes et des petites villes, voire des villages, une quinzaine de millions de manifestants pendant des jours et des jours (et parfois des nuits). Ce succès politique foudroyant a produit ses effets : la peur a changé de camp ; Hilary Clinton et Obama ont découvert alors qu'il leur fallait lâcher Moubarak qu'ils

avaient soutenu jusqu'alors, tandis que les dirigeants de l'armée sortaient du silence, refusaient de participer à la relève de la répression – sauvegardant ainsi leur image – et finalement déposaient Moubarak et quelque-uns de ses suppôts majeurs.

La généralisation du mouvement à l'ensemble du peuple égyptien constitue par elle-même un défi positif. Car ce peuple est, comme tous les autres, loin de constituer un « bloc homogène ». Certains des segments qui le composent renforcent incontestablement la perspective d'une radicalisation possible. L'entrée dans la bataille de la classe ouvrière (environ cinq millions de travailleurs) peut être décisive. Les travailleurs en lutte (à travers de nombreuses grèves) ont fait progresser des formes d'organisation amorcées depuis 2007. On compte désormais plus d'une cinquantaine de syndicats indépendants. La résistance opiniâtre des petits paysans aux expropriations rendues possibles par l'annulation de la réforme agraire (les Frères musulmans ont voté au parlement pour ces lois scélérates, sous prétexte que la propriété privée serait « sacrée » dans l'islam et que la réforme agraire était inspirée par le diable communiste !) participe également de la radicalisation possible du mouvement. Il reste qu'une masse gigantesque de « pauvres » ont participé activement aux manifestations de février 2011 et se retrouvent souvent dans des comités populaires constitués dans les quartiers pour « défendre la révolution ». Ces « pauvres » peuvent donner l'impression (par les barbes, les voiles, les accoutrements vestimentaires) que le pays profond est « islamique », voire mobilisé par les Frères musulmans. En fait, leur entrée en scène s'est imposée à la direction de l'organisation. La course est donc engagée : qui des Frères et de leurs associés islamistes (les salafistes) ou de l'alliance démocratique parviendra à formuler des alliances efficaces avec les masses désorientées, voire à les « encadrer » (terme que je récuse) ?

Des avancées non négligeables dans la construction du front uni des forces démocratiques et des travailleurs sont en cours en Égypte. Cinq partis d'orientation socialiste (le Parti socialiste égyptien, l'Alliance populaire démocratique – une majorité sortie de l'ancien parti du *Tagammu* –, le Parti démocratique des travailleurs, le Parti des socialistes révolutionnaires – trotskiste –, et le Parti communiste égyptien – qui avait été une composante du *Tagammu*) ont constitué en avril 2011 une Alliance des forces socialistes, et se sont engagés à poursuivre, à travers elle, leurs luttes en commun. Parallèlement un Conseil national (*Majlis Watany*) avait été constitué par toutes les forces politiques et sociales actrices du mouvement (les partis à orientation socialiste, les partis démocratiques divers, les syndicats indépendants, les organisations paysannes, les réseaux de jeunes, de nombreuses associations sociales). Les Frères musulmans et les partis de droite ont refusé de participer à ce Conseil, réaffirmant ainsi ce qu'on sait : leur opposition à la poursuite du mouvement. Le Conseil rassemble environ 150 membres.

Face au mouvement démocratique : le bloc réactionnaire

Tout comme dans la période de flux des luttes du passé, le mouvement démocratique anti-impérialiste et social se heurte en Égypte à un bloc réactionnaire puissant. Ce bloc peut être identifié dans les termes de ses composantes sociales (de classes, évidemment) mais il doit l'être tout également dans ceux qui définissent ses moyens d'intervention politique et des discours idéologiques au service de celle-ci.

En termes sociaux, le bloc réactionnaire est dirigé par la bourgeoisie égyptienne considérée dans son ensemble. Les formes d'accumulation dépendante à l'œuvre au cours des 40 dernières années ont produit l'émergence d'une bourgeoisie riche, bénéficiaire exclusive de l'inégalité scandaleuse qui a accompagné ce modèle « libéral-mondialisé ». Il s'agit de dizaines de milliers non pas « d'entrepreneurs inventifs » – comme le discours de la Banque mondiale les présente – mais de millionnaires et de milliardaires qui tous doivent leur fortune à leur collusion avec l'appareil politique (la « corruption » est une composante organique de ce système). Cette bourgeoisie est compradore (dans la langue politique courante en Égypte le peuple les qualifie de « parasites corrompus »). Elle constitue le soutien actif de l'insertion de l'Égypte dans la mondialisation impérialiste contemporaine, l'allié inconditionnel des États-Unis. Cette bourgeoisie compte dans ses rangs de nombreux généraux de l'armée et de la police, de « civils » associés à l'État et au parti dominant (« National démocratique ») créé par Sadate et Moubarak, de religieux (la totalité des dirigeants des Frères

musulmans et des cheikhs majeurs de l'Azhar, sont tous des « milliardaires »). Certes, il existe encore une bourgeoisie de petits et moyens entrepreneurs actifs. Mais ceux-là sont les victimes du système de racket mis en place par la bourgeoisie compradore, réduits le plus souvent au statut de sous-traitants dominés par les monopoles locaux, eux-mêmes courroies de transmission des monopoles étrangers. Dans le domaine de la construction, cette situation est presque généralisée : les « gros » raflent les marchés puis les sous-traitent avec les « petits ». Cette bourgeoisie d'entrepreneurs authentiques sympathise avec le mouvement démocratique.

Le versant rural du bloc réactionnaire n'est pas moins important. Il s'est constitué de paysans riches qui ont été les bénéficiaires majeurs de la réforme agraire nassérienne, se substituant à l'ancienne classe des grands propriétaires. Les coopératives agricoles mises en place par le régime nassérien associaient les petits paysans et les paysans riches et de ce fait fonctionnaient principalement au bénéfice des riches. Mais le régime avait pris des précautions pour limiter les agressions possibles contre les petits paysans. Ces précautions ayant été abandonnées par Sadate et Moubarak, sur la recommandation de la Banque mondiale, la paysannerie riche s'emploie maintenant à accélérer l'élimination de la petite paysannerie. Les paysans riches ont toujours constitué dans l'Égypte moderne une classe réactionnaire et ils le sont plus que jamais. Ils sont également le soutien majeur de l'islam conservateur dans les campagnes et, par leurs rapports étroits (souvent de parenté) avec les représentants des appareils d'État et de la religion (l'Azhar est en Égypte l'équivalent d'une Église musulmane organisée) dominent la vie sociale rurale. De surcroît une bonne partie des classes moyennes urbaines (en particulier les officiers de l'armée et de la police, mais également les technocrates et les professions libérales) sont sorties directement de la paysannerie riche.

Ce bloc social réactionnaire dispose d'instruments politiques à son service : l'armée et la police, les institutions de l'État, le parti politique privilégié (une sorte de parti unique de fait) – le Parti national démocratique créé par Sadate –, l'appareil religieux (l'Azhar), les courants de l'islam politique (les Frères musulmans et les Salafistes). L'aide militaire octroyée par les États-Unis à l'armée égyptienne (1,5 milliard de dollars annuels) n'a jamais été destinée à renforcer la capacité de défense du pays mais au contraire à en annihiler le danger par la corruption systématique, non pas connue et tolérée, mais soutenue positivement, avec cynisme. Cette « aide » a permis aux plus hauts officiers de s'approprier des segments importants de l'économie compradore égyptienne, au point qu'on parle en Égypte de « la société anonyme/armée » (*Sharika al geish*). Le commandement de l'armée qui a pris la responsabilité de « diriger » la période de transition, n'est de ce fait pas « neutre » bien qu'il ait pris la précaution de paraître l'être en se dissociant de la répression. Le gouvernement « civil » à ses ordres (dont les membres ont été nommés par le haut commandement) composé en partie d'hommes de l'ancien régime, choisis néanmoins parmi les personnalités les moins visibles de celui-ci, a pris une série de mesures parfaitement réactionnaires destinées à freiner la radicalisation du mouvement. Parmi ces mesures une loi scélérate antigrève (sous prétexte de remettre en route l'économie du pays), une loi imposant des restrictions sévères à la constitution des partis politiques qui vise à ne permettre la possibilité d'entrer dans le jeu électoral qu'aux courants de l'islam politique (les Frères musulmans en particulier) déjà bien organisés grâce au soutien systématique du régime ancien. Et cependant, en dépit de tout cela, l'attitude de l'armée demeure en dernier ressort imprévisible. Car en dépit de la corruption de ses cadres (les soldats sont des conscrits mais les officiers sont des professionnels) le sentiment nationaliste n'est pas toujours absent chez tous. De surcroît l'armée souffre d'avoir pratiquement été écartée du pouvoir au profit de la police. Dans ces circonstances, et parce que le mouvement a exprimé avec force sa volonté d'écarter l'armée de la direction politique du pays, il est probable que le haut commandement envisagera pour l'avenir de rester dans les coulisses, renonçant à présenter ses hommes dans les élections à venir.

Si, évidemment, l'appareil policier demeure intact (aucune poursuite n'est envisagée contre ses responsables) comme l'ensemble de l'appareil d'État (les nouveaux gouverneurs sont tous des anciens du régime), le Parti national démocratique a par contre disparu dans la tourmente et sa dissolution prononcée par la justice. Néanmoins faisons confiance à la bourgeoisie égyptienne, elle saura faire renaître son parti sous des appellations nouvelles diverses.

L'islam politique

Les Frères musulmans constituent la seule force politique dont le régime avait non seulement toléré l'existence, mais dont il avait soutenu activement l'épanouissement. Sadate et Moubarak leur avaient confié la gestion de trois institutions fondamentales : l'éducation, la justice et la télévision. Les Frères musulmans n'ont jamais été et ne peuvent pas être « modérés », encore moins « démocratiques ». Leur chef – le *mourchid* (traduction arabe de « guide » – Führer) est autoproclamé et l'organisation repose sur le principe de la discipline et de l'exécution des ordres des chefs, sans discussions d'aucune sorte. La direction est constituée exclusivement d'hommes immensément riches (grâce, entre autre, au soutien financier de l'Arabie Saoudite, c'est-à-dire de Washington), l'encadrement par des hommes issus des fractions obscurantistes des classes moyennes, la base par des gens du peuple recrutés par les services sociaux de charité offerts par la confrérie (et financés toujours par l'Arabie Saoudite), tandis que la force de frappe est constituée par les milices (les *baltaguis*) recrutés dans le *lumpen*.

Les Frères musulmans sont acquis à un système économique basé sur le marché et totalement dépendant de l'extérieur. Ils sont en fait une composante de la bourgeoisie compradore. Ils ont d'ailleurs pris position contre les grandes grèves de la classe ouvrière et les luttes des paysans pour conserver la propriété de leur terre. Les Frères musulmans ne sont donc « modérés » que dans le double sens où ils ont toujours refusé de formuler un programme économique et social quelconque et que, de fait, il ne remettent pas en cause les politiques néolibérales réactionnaires, et qu'ils acceptent de facto la soumission aux exigences du déploiement du contrôle des États-Unis dans le monde et dans la région. Ils sont donc des alliés utiles pour Washington (y-a-t-il un meilleur allié des États-Unis que l'Arabie Saoudite, patron des Frères ?) qui leur a décerné un « certificat de démocratie » !

Mais les États-Unis ne peuvent avouer que leur stratégie vise à mettre en place des régimes « islamiques » dans la région. Ils ont besoin de faire comme si « cela leur faisait peur ». Par ce moyen, ils légitiment leur « guerre permanente au terrorisme », qui poursuit en réalité d'autres objectifs : le contrôle militaire de la planète destiné à réserver aux États-Unis-Europe-Japon l'accès exclusif aux ressources. Avantage supplémentaire de cette duplicité : elle permet de mobiliser « l'islamophobie » des opinions publiques. L'Europe, comme on le sait, n'a pas de stratégie particulière à l'égard de la région et se contente de s'aligner au jour le jour sur les décisions de Washington. Il est plus que jamais nécessaire de faire apparaître clairement cette véritable duplicité de la stratégie des États-Unis, dont les opinions publiques – manipulées avec efficacité – sont dupes. Les États-Unis, (et derrière eux l'Europe) craignent plus que tout une Égypte réellement démocratique qui, certainement, remettrait en cause son alignement sur le libéralisme économique et la stratégie agressive des États-Unis et de l'OTAN. Ils feront tout pour que l'Égypte ne soit pas démocratique et, à cette fin, soutiendront, par tous les moyens, mais avec hypocrisie, la fausse alternative des Frères musulmans qui ont montré n'être qu'en minorité dans le mouvement du peuple égyptien pour un changement réel.

La collusion entre les puissances impérialistes et l'islam politique n'est d'ailleurs ni nouvelle, ni particulière à l'Égypte. Les Frères musulmans, depuis leur création en 1927 jusqu'à ce jour, ont toujours été un allié utile pour l'impérialisme et le bloc réactionnaire local. Ils ont toujours été un ennemi féroce des mouvements démocratiques en Égypte. Et les multimilliardaires qui assurent aujourd'hui la direction de la Confrérie ne sont pas destinés à se rallier à la cause démocratique ! L'islam politique est tout également l'allié stratégique des États-Unis et de leurs partenaires subalternes de l'OTAN à travers le monde musulman. Washington a armé et financé les talibans, qualifiés de « héros de la liberté » (« *Freedom Fighters* ») dans leur guerre contre le régime national populaire dit « communiste » (avant et après l'intervention soviétique). Lorsque les talibans ont fermé les écoles de filles créées par les « communistes », il s'est trouvé des « démocrates » et même des « féministes » pour prétendre qu'il fallait « respecter les traditions » !

En Égypte, les Frères musulmans sont désormais épaulés par le courant salafiste (« traditionaliste »), tout également largement financé par les pays du Golfe. Les salafistes s'affirment extrémistes (wahabites convaincus, intolérants à l'égard de tout autre interprétation de l'islam) et sont à l'origine des meurtres systématiques perpétrés contre les coptes. Des opérations difficiles à imaginer sans le soutien tacite (et parfois davantage de complicité) de l'appareil d'État, en particulier de la justice, largement confiée aux Frères musulmans. Cette étrange division du travail

permet aux Frères musulmans de paraître modérés ; ce que Washington feint de croire. Il y a néanmoins des luttes violentes en perspective au sein des courants religieux islamistes en Égypte. Car l'islam égyptien historique dominant est « soufi » dont les confréries rassemblent aujourd'hui 15 millions de fidèles. Islam ouvert, tolérant, insistant sur la conviction individuelle plutôt que sur la pratique des rites (« il y a autant de voies vers Dieu que d'individus » disent-ils), le soufisme égyptien a toujours été tenu en suspicion par les pouvoirs d'État, lesquels, néanmoins, maniant la carotte et le bâton, se gardaient d'entrer en guerre ouverte contre lui. L'islam wahabite du Golfe se situe à ses antipodes : il est archaïque, ritualiste, conformiste, ennemi déclaré de toute interprétation autre que la sienne, laquelle n'est que répétitive des textes, ennemie de tout esprit critique – assimilé au diable. L'islam wahabite a déclaré la guerre au soufisme qu'il veut « extirper » et compte sur l'appui des autorités du pouvoir pour y parvenir. En réaction, les soufistes d'aujourd'hui sont laïcisants, sinon laïques ; ils appellent à la séparation entre la religion et la politique (le pouvoir d'État et celui des autorités religieuses reconnues par lui, l'Azhar). Les soufistes sont des alliés du mouvement démocratique. L'introduction de l'islam wahabite en Égypte a été amorcée par Rachid Reda dans les années 1920 et repris par les Frères musulmans dès 1927. Mais il n'a pris toute sa vigueur qu'après la Seconde Guerre mondiale lorsque la rente pétrolière des pays du Golfe, soutenus par les États-Unis en conflit avec la vague de libération nationale populaire des années 1960, a permis d'en démultiplier les moyens financiers.

La stratégie des États-Unis : le modèle pakistanais

Les trois puissances qui ont dominé la scène moyen-orientale au cours de toute la période de reflux (1967-2011) sont les États-Unis, patron du système, l'Arabie Saoudite et Israël. Il s'agit là de trois alliés intimes. Ils partagent tous les trois la même hantise de l'émergence d'une Égypte démocratique. Car celle-ci ne pourrait être qu'anti-impérialiste et sociale, prendrait ses distances à l'égard du libéralisme mondialisé, condamnerait l'Arabie Saoudite et les pays du Golfe à l'insignifiance, réanimerait la solidarité des peuples arabes et imposerait la reconnaissance de l'État palestinien par Israël.

L'Égypte est une pièce angulaire dans la stratégie étatsunienne de contrôle de la planète. L'objectif exclusif de Washington et de ses alliés Israël et l'Arabie Saoudite est de faire avorter le mouvement démocratique en Égypte et, à cette fin, veulent imposer un « régime islamique » dirigé par les Frères musulmans, qui est le seul moyen pour eux de perpétuer la soumission de l'Égypte. Le « discours démocratique » d'Obama n'est là que pour tromper les opinions naïves, celles des États-Unis et de l'Europe en premier lieu.

On parle beaucoup, pour donner une légitimité à un gouvernement des Frères musulmans (« ralliés à la démocratie ! »), de l'exemple turc. Mais il ne s'agit là encore que de poudre aux yeux. Car l'armée turque, qui reste présente dans les coulisses, bien que certainement non démocratique et de surcroît un allié fidèle de l'OTAN, reste la garantie de la « laïcité » en Turquie. Le projet de Washington, ouvertement exprimé par Hilary Clinton, Obama et les *think tanks* à leur service, s'inspire du modèle pakistanais : l'armée « islamique » dans les coulisses, le gouvernement « civil » assumé par un (ou des) parti islamique « élu ». Évidemment, dans cette hypothèse, le gouvernement « islamique » égyptien serait récompensé pour sa soumission sur l'essentiel (la non remise en cause du libéralisme et des soit-disant « traités de paix » qui permettent à Israël la poursuite de sa politique d'expansion territoriale) et pourrait poursuivre, en compensation démagogique, la mise en œuvre de ses projets « d'islamisation de l'État et de la politique », et les assassinats des coptes ! Belle démocratie que celle conçue à Washington pour l'Égypte. L'Arabie Saoudite soutient évidemment avec tous ses moyens (financiers) la mise en œuvre de ce projet. Car Ryad sait parfaitement que son hégémonie régionale (dans le monde arabe et musulman) exige la réduction de l'Égypte à l'insignifiance. Et le moyen est « l'islamisation de l'État et de la politique » ; en fait, une islamisation à la wahabite, avec tous ses effets – entre autres celui de dévoiements fanatiques à l'égard des coptes et d'une négation des droits à l'égalité des femmes.

Cette forme d'islamisation est-elle possible ? Peut-être, mais au prix de violences extrêmes. La bataille est conduite sur l'article 2 de la Constitution du régime déchu. Cet article qui stipule que « la

sharia est la source du droit », est une nouveauté dans l'histoire politique de l'Égypte. Ni la constitution de 1923, ni celle de Nasser ne l'avaient imaginé. C'est Sadate qui l'a introduit dans sa nouvelle constitution, avec le soutien triple de Washington (« respecter les traditions » !), de Ryad (« le Coran tient lieu de Constitution ») et de Jérusalem (« l'État d'Israël est un État juif »).

Le projet des Frères musulmans demeure la mise en place d'un État théocratique, comme en témoigne leur attachement à l'article 2 de la Constitution de Sadate/Moubarak. De surcroît le programme le plus récent de l'organisation renforce encore cette vision passéiste par la proposition de mise en place d'un « Conseil des ulémas » chargé de veiller à la conformité de toute proposition de loi aux exigences de la *Sharia*. Ce conseil constitutionnel religieux, est l'analogue de celui qui, en Iran, contrôle le « pouvoir élu ». Le régime est alors celui d'un super parti religieux unique et tous les partis qui se revendiqueraient de la laïcité deviennent « illégaux ». Leurs partisans, comme les non musulmans (les coptes), sont, de ce fait, exclus de la vie politique. En dépit de tout cela les pouvoirs à Washington et en Europe font comme si on pouvait prendre au sérieux la récente déclaration des Frères « renonçant » au projet théocratique (sans modifier leur programme !), une déclaration opportuniste mensongère de plus. Les experts de la CIA ne savent-ils donc pas lire l'arabe ? La conclusion s'impose : Washington préfère le pouvoir de Frères, qui leur garantit le maintien de l'Égypte dans leur giron et celui de la mondialisation libérale, à celui de démocrates qui risqueraient fort de remettre en question le statut subalterne de l'Égypte. Le Parti de la justice et de la liberté, créé récemment et inspiré visiblement du modèle turc, n'est guère qu'un instrument des Frères. Les coptes y seraient admis (!), ce qui signifie qu'ils sont invités à accepter l'État musulman théocratique consacré par le programme des Frères, s'ils veulent avoir le droit de « participer » à la vie politique de leur pays. Passés à l'offensive, les Frères musulmans créent des « syndicats », des « organisations paysannes » et une kyrielle de « partis politiques » revêtant des noms divers, dont le seul objectif est de diviser les fronts unis ouvriers, paysans et démocratiques en voie de construction, au bénéfice, bien entendu, du bloc contrerévolutionnaire.

Le mouvement démocratique égyptien sera-t-il capable d'abroger cet article dans la nouvelle constitution à venir ? On ne peut répondre à cette question que par un retour sur un examen des débats politiques, idéologiques et culturels qui se sont déployés dans l'histoire de l'Égypte moderne.

On constate en effet que les périodes de flux sont caractérisées par une diversité d'opinions ouvertement exprimées qui relèguent la « religion » (toujours présente dans la société) à l'arrière-plan. Il en fut ainsi pendant les deux tiers du XIX^e siècle (de Mohamed Ali au Khédivé Ismaïl). Les thèmes de la modernisation (dans une forme de despotisme éclairé plutôt que démocratique) dominent alors la scène. Il en fut de même de 1920 à 1970 : l'affrontement est ouvert entre les « démocrates bourgeois » et les « communistes » qui occupent largement le devant de la scène jusqu'au nassérisme. Celui-ci abolit ce débat pour lui substituer un discours populiste panarabe, mais simultanément « modernisant ». Les contradictions de ce système ouvrent la voie au retour de l'islam politique. On constate, en contrepoint, que dans les phases de reflux la diversité d'opinions s'efface, laissant la place au passéisme prétendu islamique, qui s'octroie le monopole du discours autorisé par le pouvoir. De 1880 à 1920 les Britanniques ont construit cette dérive, entre autre par la condamnation à l'exil (en Nubie, pour l'essentiel) de tous les penseurs et acteurs modernistes égyptiens formés depuis Mohamed Ali. Mais on remarquera aussi que « l'opposition » à cette occupation britannique se range également dans cette conception passéiste. La *Nahda* (inaugurée par Afghani et poursuivie par Mohamed Abdou) s'inscrit dans cette dérive, associée à l'illusion ottomaniste défendue par le nouveau Parti nationaliste de Moustapha Kemal et Mohammad Farid. Que cette dérive ait conduit vers la fin de l'époque aux écrits ultrarévolutionnaires de Rachid Reda, repris par Hassan el Banna, fondateur des Frères musulmans, ne devrait pas surprendre.

Il en est de même encore dans la période de reflux des années 1970-2010. Le discours officiel du pouvoir (de Sadate et de Moubarak), parfaitement islamiste (la preuve : l'introduction de la *Sharia* dans la constitution et la délégation de pouvoirs essentiels aux Frères musulmans), est également celui de la fausse opposition, la seule tolérée, celle du discours des mosquées. L'article 2 peut paraître de ce fait, bien solidement ancré dans la « conviction » générale (la « rue » comme on se plaît à dire, par imitation du discours étatsunien). On ne saurait sous-estimer les effets dévastateurs de la dépolitisation

mise en œuvre systématiquement pendant les périodes de reflux. La pente n'est jamais facile à remonter. Mais cela n'est pas impossible. Les débats en cours en Égypte sont axés – explicitement ou implicitement – sur cette question de la prétendue dimension « culturelle » du défi (en l'occurrence islamique). Indicateurs positifs : il a suffi de quelques semaines de débats libres imposés dans les faits pour voir le slogan « l'islam est la solution » disparaître dans toutes les manifestations au bénéfice de revendications précises sur le terrain de la transformation concrète de la société (liberté d'opinion, de formation des partis, syndicats et autres organisations sociales, salaires et droits du travail, accès à la terre, école et santé, rejet des privatisations et appel aux nationalisations, etc.). Signe qui ne trompe pas : aux élections des étudiants, l'écrasante majorité (80%) des voix données aux Frères musulmans il y a cinq ans (lorsque seul ce discours était accepté comme prétendue opposition) a fait suite à une chute des Frères dans les élections d'avril à 20% ! Mais l'adversaire sait également organiser la riposte au « danger démocratique ». Les modifications insignifiantes de la constitution (toujours en vigueur !) proposées par un comité constitué exclusivement d'islamistes choisis par le conseil suprême (l'armée) et adoptées à la hâte en avril par referendum (23% de « non », mais une majorité de « oui », forcée par les fraudes et un chantage massif des mosquées) ne concernent évidemment pas l'article 2. Des élections présidentielles et législatives sont prévues pour septembre/octobre 2011. Le mouvement démocratique se bat pour une « transition démocratique » plus longue, de manière à permettre à ses discours d'atteindre véritablement les masses désemparées. Mais Obama a choisi dès les premiers jours de l'insurrection : une transition brève, ordonnée (c'est-à-dire sans remise en cause des appareils du régime) et des élections (donnant une victoire souhaitée aux islamistes). Les « élections » comme on le sait, en Égypte comme ailleurs dans le monde, ne sont pas le meilleur moyen d'asseoir la démocratie, mais souvent celui de mettre un terme à la dynamique des avancées démocratiques.

La victoire électorale des Frères musulmans et des salafistes (janvier 2012) n'est guère surprenante.

Les victoires électorales de l'Islam politique en Egypte

La victoire électorale des Frères Musulmans et des Salafistes en Egypte (janvier 2012) n'est guère surprenante. La dégradation produite par la mondialisation capitaliste contemporaine a entraîné un gonflement prodigieux des activités dites « informelles », qui, en Egypte, fournissent leurs moyens de survie à plus de la moitié de la population (les statistiques disent : 60%). Or les Frères Musulmans, sont fort bien placés pour tirer profit de cette dégradation et en perpétuer la reproduction. Leur idéologie simple donne une légitimité à cette économie misérable de marché/ de bazar, aux antipodes des exigences d'un développement digne de ce nom. Les moyens financiers fabuleux mis à leur disposition (par le Golfe) permettent de le traduire en moyens d'action efficaces : avances financières à l'économie informelle, charité d'accompagnement (centres de soins et autres). C'est de cette manière que les Frères s'implantent dans la société réelle et la placent sous leur dépendance. Les pays du Golfe n'ont jamais eu l'intention de soutenir le développement des pays arabes, par des investissements industriels par exemple. Ils soutiennent un modèle de « lumpen développement » - pour utiliser les termes proposés naguère par André Gunder Frank – qui enferme les sociétés concernées dans une spirale descendante de paupérisation et d'exclusion, laquelle à son tour renforce l'emprise de l'Islam politique réactionnaire sur la société. Mais ce succès aurait été difficile s'il n'avait pas répondu parfaitement aux objectifs des pays du Golfe, de Washington et d'Israël. Ces trois alliés intimes partagent la même préoccupation : faire échouer le redressement de l'Égypte. Car une Égypte forte, debout, c'est la fin du triple hégémonisme du Golfe (la soumission au discours de l'islamisation de la société), des Etats Unis (l'Égypte compradorisée et misérialisée reste dans leur giron) et d'Israël (l'Égypte impuissante laisse faire en Palestine).

Le ralliement des régimes au néo libéralisme et à la soumission à Washington a été brutal et total en Egypte avec Sadate, plus lent et mesuré en Algérie et en Syrie. J'ai rappelé dans mon livre cité plus haut que les Frères Musulmans – partie prenante du système du pouvoir – ne doivent pas être considérés simplement comme un « parti islamiste », mais avant tout comme un parti ultra réactionnaire, de surcroît islamiste. Réactionnaire non seulement à propos de ce qu'on appelle les « problèmes de société » (le voile, la sharia, la discrimination à l'égard des Coptes), mais tout autant

dans les domaines fondamentaux de la vie économique et sociale : les Frères sont opposés aux grèves, aux revendications concernant le travail, aux syndicats indépendants du pouvoir, au mouvement de résistance à l'expropriation des paysans etc.

L'avortement planifié de la « révolution égyptienne » garantirait donc la continuité du système mis en place depuis Sadate, fondé sur l'alliance du commandement de l'armée et de l'Islam politique. Certes, forts de leur victoire électorale les Frères sont désormais en mesure d'exiger davantage de pouvoir que celui jusqu'ici concédé par les Militaires. Une révision du dosage dans le partage des bénéfices de cette alliance au bénéfice des Frères peut néanmoins s'avérer difficile.

Le premier tour des élections présidentielles du 24 mai a été organisé pour atteindre l'objectif que le système en place et Washington poursuivent : renforcer l'alliance des deux piliers du système – le commandement de l'armée et les Frères Musulmans et régler leur différent (lequel des deux occupera le devant de la scène). Les deux candidats « acceptables » dans cet esprit ont été les seuls à bénéficier de moyens de campagne. Morsi (FM : 24%) et Chafiq (l'armée : 23%). L'authentique candidat du mouvement – H. Sabbahi – qui n'a pas bénéficié des moyens normaux mis à la disposition des candidats, n'aurait obtenu que 21% (chiffre lui-même discutable). Au terme de longues négociations un marché a été conclu pour déclarer Morsi « gagnant » du second tour. L'Assemblée, comme le Président ont été élus grâce à l'organisation massive de la distribution de « cartons » (bourrés de viande, d'huile et de sucre) distribués aux électeurs ayant donné leur voix aux Islamistes. Néanmoins les « observateurs étrangers » n'avaient pas remarqué ce qui est pourtant la risée de la rue égyptienne. Sa dissolution a été retardée par l'Armée, qui voulait laisser le temps pour que les Frères se discréditent en refusant d'aborder les questions sociales (l'emploi, les salaires, l'école et la santé !).

Le système en place, « présidé » par Morsi est le meilleur garant de la poursuite du lumpen-développement et de la destruction des institutions de l'Etat, qui sont les objectifs poursuivis par Washington. On verra comment le mouvement, qui n'a rien perdu de son engagement ferme dans des luttes pour la démocratie, le progrès social et l'indépendance nationale, se poursuivra après cette farce électorale.

Aucune de ces questions fondamentales ne paraissent préoccuper les acteurs politiques majeurs. Tout se passe comme si l'objectif final de la « révolution » avait été d'obtenir rapidement des élections. Comme si la source exclusive de légitimité du pouvoir résidait dans les urnes. Mais il y a pourtant une autre légitimité, supérieure - celle de la poursuite des luttes pour le progrès social et la démocratisation authentique des sociétés ! Ces deux légitimités sont appelées à des confrontations sérieuses à venir. On le voit déjà se dessiner clairement en Egypte.

Il est donc encore bien trop tôt pour dire si les « révolutions » arabes seront capables de réaliser les objectifs qu'elles se sont données, ou si elles se solderont par l'échec.

L'Islam politique est-il soluble dans la démocratie ?

La dépolitisation a été décisive dans la montée en scène de l'Islam politique. Cette dépolitisation n'est certainement pas spécifique à l'Egypte nassérienne puis post nassérienne. Elle a été la pratique dominante dans toutes les expériences nationales populaires du premier éveil du Sud et même dans celles des socialismes historiques après que la première phase de bouillonnement révolutionnaire ait été dépassée. Dénominateur commun : la suppression de la pratique démocratique (que je ne réduis pas à la tenue d'élections multipartites), c'est-à-dire du respect de la diversité des opinions et des propositions politiques, et de leur organisation éventuelle. La politisation exige la démocratie. Et la démocratie n'existe que lorsque la liberté est donnée aux « adversaires ». Dans tous les cas sa suppression, à l'origine donc de la dépolitisation, est responsable du désastre ultérieur. Que celui-ci prenne la forme de retours aux passésismes (religieux ou autres). Ou qu'il prenne celle de l'adhésion au « consumisme » et au faux individualisme proposée par les médias occidentaux, comme ce fut le cas chez les peuples de l'Europe orientale et de l'ex URSS, comme c'est le cas ailleurs également non pas seulement au sein des classes moyennes (bénéficiaires éventuels du développement) mais également

au sein des classes populaires qui, faute d'alternative, aspirent à en bénéficier, même à une toute petite échelle (ce qui est évidemment parfaitement compréhensible et légitime).

Dans le cas des sociétés musulmanes cette dépolitisation revêt la forme principale du « retour » (apparent) de l'Islam. L'articulation associant le pouvoir de l'Islam politique réactionnaire, la soumission compradore et la paupérisation par l'informalisation de l'économie de bazar (le lumpen développement) n'est pas spécifique à l'Égypte. Elle caractérise déjà la plupart des sociétés arabes et musulmanes, jusqu'au Pakistan et au-delà. Cette même articulation opère en Iran ; le triomphe de cette économie de bazar avait été signalé dès le départ comme le résultat majeur de la « révolution khomeyniste ». Cette même articulation pouvoir islamique/économie de marché de bazar a dévasté la Somalie, désormais effacée de la carte des nations existantes (voir mon article sur le sujet, site de *Pambazuka*, 1/2/2011).

Que peut-on donc imaginer si cet Islam politique accédait au pouvoir en Égypte et ailleurs ?

Nous sommes envahis par des discours rassurants à cet effet, d'une incroyable naïveté, sincère ou fausse. « C'était fatal, nos sociétés sont imprégnées par l'Islam ; on a voulu l'ignorer ; il s'est imposé » disent les uns. Comme si ce succès de l'Islam politique n'était pas dû à la dépolitisation et à la dégradation sociale qu'on veut ignorer. « Cela n'est pas si dangereux ; le succès est passager et la faillite du pouvoir exercé par l'Islam politique amènera les opinions à s'en détacher ». Comme si les Frères en question étaient acquis au principe du respect des principes démocratiques ! Ce à quoi font semblant de croire Washington, les « opinions » fabriquées par les médias dominants et la cohorte des « intellectuels » arabes, par opportunisme ou absence de lucidité.

Non. L'exercice du pouvoir par l'Islam politique réactionnaire serait appelé à durer ... 50 ans ? Et alors qu'il contribuerait à enfoncer les sociétés qu'il soumettrait chaque jour dans l'insignifiance sur l'échiquier mondial, les « autres » poursuivraient leurs avancées. Au terme de cette triste « transition » les pays concernés se retrouveront au bas de l'échelle de la classification mondiale.

La question de la politisation démocratique constitue, dans le monde arabe comme ailleurs, l'axe central du défi. Notre époque n'est pas celle d'avancées démocratiques, mais au contraire de reculs dans ce domaine. La centralisation extrême du capital des monopoles généralisés permet et exige la soumission inconditionnelle et totale du pouvoir politique à ses ordres. L'accentuation de pouvoirs « présidentiels », d'apparence individualisés à l'extrême mais en fait intégralement soumis au service de la ploutocratie financière, constitue la forme de cette dérive qui annihile la portée de la défunte démocratie bourgeoise (elle-même renforcée un temps par les conquêtes des travailleurs) et lui substitue la farce démocratique. Dans les périphéries les embryons de démocratie, quand ils existent, associés à des régressions sociales encore plus violentes que dans les centres du système, perdent leur crédibilité. Le recul de la démocratie est synonyme de dépolitisation. Car celle-ci implique l'affirmation sur la scène de *citoyens* capables de formuler des projets de société *alternatifs*, et non seulement d'envisager, par des élections sans portée, « l'alternance » (sans changement !). Le citoyen capable d'imagination créatrice disparu, l'individu dépolitisé qui lui succède est un *spectateur passif* de la scène politique, un *consommateur* modelé par le système qui se pense (à tort) *individu libre*. Avancer sur les chemins de la démocratisation des sociétés et de la re politisation des peuples sont indissociables. Mais par où commencer ? Le mouvement peut être amorcé à partir de l'un ou de l'autre de ces deux pôles. Rien ici ne peut être substitué à l'analyse concrète des situations en Algérie, en Égypte, tout comme en Grèce, en Chine, au Congo, en Bolivie, en France ou en Allemagne. À défaut d'avancées visibles dans ces directions le monde s'engagera, comme il l'est déjà, dans la tourmente chaotique associée à l'implosion du système. Le pire est alors à craindre.

A propos du salafisme

Le salafisme est le produit de l'avortement de la *Nahda* du 19^{ème} siècle (je renverrai le lecteur ici à mon livre cité plus haut) que clôturent les propositions obscurantistes de Rachid Reda, converti au wahabisme –la forme la plus archaïque de l'Islam- adoptées d'emblée par les Frères Musulmans dès l'origine (1927). Les salafistes rejettent les concepts de liberté et de démocratie qui, selon eux, ne

tiennent pas compte de la « nature » qui impose à l'homme d'obéir à Dieu (« comme un esclave doit obéir à son maître » –l'expression est la leur). Bien entendu seuls les ulémas sont autorisés à dire ce que Dieu ordonne. La voie est alors ouverte à la théocratie (*wilayah al faqih*).

Comme Burke et de Maistre les salafistes sont les ennemis de la « modernité » si l'on entend par là la proclamation que l'être humain est individuellement et collectivement –en société – responsable de faire son histoire. Les médias prétendent néanmoins que les salafistes sont « modernes », au prétexte qu'ils n'interdisent pas les ordinateurs et le « business management », qu'ils enseignent d'ailleurs à partir de manuels que l'USAID leur fournit. Evidemment la gestion du système a besoin de serviteurs compétents, à condition qu'ils soient dépourvus de capacité critique.

Les Frères et les salafistes se partagent les tâches « d'islamisation de la société et de l'Etat ». Les salafistes disent ouvertement ce que les Frères pensent toujours mais ne disent plus, pour mériter le certificat de démocratie qu'Obama leur a décerné.

Démocratie ? ou destruction des Etats et des Nations ?

L'objectif des Etats Unis et de leurs alliés subalternes de l'Otan pour le « grand Moyen Orient » n'est certainement pas la démocratie mais la garantie de la poursuite de la soumission des pays concernés aux exigences du déploiement de la mondialisation telle qu'elle est, opérant au bénéfice exclusif des monopoles impérialistes. « Tout changer afin que rien ne change ». Le lumpen développement, fondé sur l'exclusion et la paupérisation des grandes majorités, est le produit incontournable de cette stratégie.

La réalisation de l'objectif passe par la destruction des Etats et des sociétés qui lui résistent. L'Irak en fournit le modèle. Ici les occupants états uniens ont substitué à la dictature de Saddam Hussein trois dictatures encore plus criminelles, au nom de la « religion » (sunna et shia) ou de « l'ethnicité kurde ». Ils ont par ailleurs procédé à l'assassinat systématique de dizaines de milliers de cadres scientifiques et professionnels, poètes inclus, et interdit toute forme d'éducation autre que « religieuse » et « utile » (le « business management » !).

L'objectif qui se profile derrière la destruction de la Syrie vise dans l'immédiat l'Iran, sous le prétexte fallacieux de son équipement nucléaire. Deux poids, deux mesures, comme toujours : l'équipement nucléaire militaire d'Israël ne fait, lui, l'objet d'aucune observation !

Mais au-delà cette stratégie vise les pays émergents, en premier lieu la Chine et la Russie. L'*establishment* des Etats Unis a formulé à cet effet une stratégie en deux temps. Il s'agit d'abord de « contenir » les efforts que ces pays déploient pour moduler la mondialisation et imposer sa gestion polycentrique, en mettant un terme à « l'hégémonisme » de Washington. Le terme anglais utilisé ici est celui de « containment ». Mais à plus long terme il s'agit de détruire leur capacité de mouvement autonome, de les « re coloniser » en quelque sorte. Le terme utilisé est celui de « rolling back ». La perspective implique ouvertement l'abolition du droit international et du respect de la souveraineté des Etats, et le recours à la guerre. Les « guerres préventives » (plus exactement des guerres préparatoires) engagées au Moyen Orient s'inscrivent dans cette perspective.

L'objectif est de garantir la domination du « Nord », c'est-à-dire des monopoles de la triade Etats Unis/Europe/Japon sur le monde, et plus particulièrement de garantir son accès exclusif aux ressources naturelles de la planète entière, pour en faire l'usage qu'on connaît, écologiquement désastreux. Les thèmes pseudo culturels invoqués à cet effet (la défense de la démocratie, elle-même soumise à une érosion continue dans le Nord concerné, la guerre des civilisations, l'invention d'un « droit à l'intervention humanitaire ») sont là pour masquer cet objectif réel. Cette stratégie implique pour les peuples du Sud un lumpen développement et rien d'autre. Ce système n'est pas « soutenable », non seulement pour des raisons écologiques connues, mais tout autant pour le désastre politique et social qui le caractérise. Les « révolutions » arabes ne sont pas les seules réponses (à peine amorcées) au

défi. Celles, plus soutenues en Amérique latine, comme la montée des luttes dans le monde entier, Europe incluse, témoignent de la globalité de ce défi.